

971.  
006

# RECRUTEMENT

et

# BILINGUISME

par

Eugène DUSSAULT,

Commissaire du Salaire minimum et président du  
Conseil St-Sacrement de notre Société nationale.



Causerie prononcée au déjeuner-mensuel  
de la Société St-Jean-Baptiste de Québec,  
le 27 janvier 1951, à la Maison des An-  
ciens de Laval.

Mesdames, Messieurs,

En m'invitant à prononcer, en une pareille réunion, la causerie d'inauguration de sa campagne de recrutement, le Conseil diocésain de la Société St-Jean-Baptiste de Québec me fait un insigne honneur et me cause un agréable plaisir. Aussi, de tout coeur, je lui en dis mon sincère et reconnaissant merci.

Une campagne de recrutement par et pour la Société St-Jean-Baptiste !

Est-ce vraiment nécessaire? Est-ce bien logique? Ne paraît-il pas étrange qu'il faille annuellement organiser et poursuivre à fond une campagne de recrutement pour inciter nos compatriotes à s'enrôler dans la St-Jean? Il ne faudrait tout de même pas que le sens national et l'esprit patriotique deviennent chez nous synonymes d'indifférence et d'apathie.

Ne semblerait-il pas plutôt que tout compatriote, fier du titre honorable et enviable de Canadien-français qu'il porte et conscient de ses responsabilités à l'égard de la nationalité, devrait se faire un point d'honneur et un devoir strict de joindre spontanément les rangs de la St-Jean-Baptiste, sans sollicitation ou invite d'aucune sorte.

Car, en fin de compte, la Société St-Jean-Baptiste qui a plus de cent ans de vie, d'oeuvres et de labeurs, n'est pas une société quelconque, le fait de quelques spécialistes avec objets spécifiquement limités.

La Société St-Jean-Baptiste, c'est la grande association de chez nous, la société nationale par excellence, la mère de toutes nos organisations patriotiques, la société de tous les Canadiens-français sans exception; celle où chacun d'entre nous, sans distinction de caractère, de fonction, ou de fortune, peut y entrer et aspirer à ses plus hauts postes. La Société la plus homogène comme la plus démocratique qui se puisse trouver; celle où tous et chacun peuvent, librement et avec autorité, exprimer leurs vues patriotiques, déployer leurs qualités

d'initiatives et d'activités, participer à ses décisions et en déterminer, à convenance, l'action et l'orientation. Avant tout, la société du peuple, de la masse canadienne-française et qui reste le véhicule par excellence de nos aspirations patriotiques, l'écho fidèle et puissant de nos obligations comme de nos revendications nationales.

On peut, peut-être, ce qui n'est pas très certain, lui reprocher quelques hésitations comme certaines faiblesses, en des moments troublés où il n'était pas toujours facile, même aux plus avertis, de percevoir la lumière de vérité alors obscurcie par d'opaques nuages d'étroite partisanerie ou d'abject servilisme. Tout cela, cependant, s'estompe, s'effondre et disparaît devant la tâche accomplie, les oeuvres réalisées. Et la preuve de la nécessité, de l'importance et de l'excellence de l'oeuvre, c'est sa remarquable et longue perennité. Elle a duré et elle dure toujours forte, vivante et méritante. De même qu'on lui a fait confiance avec raison; c'est avec raison qu'on doit encore lui faire confiance.

Rappelons-nous bien et ne l'oublions pas. Pendant plus d'un siècle, sous l'égide de l'Eglise, dont elle reçoit et accepte les enseignements et les directives par l'autorité et l'intermédiaire de nos évêques et nos prêtres, la Société St-Jean-Baptiste de Québec a été, aux jours sombres comme aux heures de réjouissance, à l'affût de tous les carrefours nationaux. Elle s'y est faite la sentinelle vigilante, le soldat entêté de notre avoir racial. C'est la Société qui, entre toutes, n'a cessé de stimuler les ardeurs, d'aiguillonner les efforts patriotiques, de retremper les courages attiédés, de relever les énergies parfois défaillantes. Elle a été la sauvegarde des privilèges sabotés ou amputés, la vengeresse des droits contestés ou violés.

En un mot, c'est la Société qui a exalté l'amour de la patrie, la fierté de la race, le respect des traditions, la fidélité aux ancêtres, celle qui n'a cessé, à travers les difficultés et les pièges, d'insuffler à tous la volonté

irréductible de maintenir, de grandir, de survivre.

Il n'est pas nécessaire de réfléchir bien longuement pour se convaincre de l'importance nécessaire d'une telle association. De quelle puissante et irrésistible force elle pourrait être, si chacun de nos compatriotes voulait bien lui apporter son adhésion et ne pas lui marchander un enthousiaste et franc concours.

\* \* \*

Treize mille membres, voilà ce que compte présentement notre Société nationale. Treize mille membres, c'est plus que quelque chose si l'on veut. Mais pour des patriotes, qui proclament leur foi patriotique, leur sens de la sécurité nationale... c'est insuffisant, ... inexplicablement anormal, à mon avis.

Pourquoi pas... oui... pourquoi pas tous les pères de famille et leurs fils, — épaulés par les épouses, les mères et les soeurs, — ne s'embrigaderaient-ils pas, en une union sacrée, sous l'étendard de la St-Jean? Ce ne serait alors que convenablement et magnifiquement... normal.

Comment expliquer que dans 285 paroisses du diocèse, il se trouve à peine 30 sections paroissiales? N'est-ce pas une anomalie? Une grande pitié? Chaque paroisse, il nous semble, devrait posséder sa section. Quel apport ce serait, autant pour les oeuvres de la paroisse que pour les prérogatives essentielles, la défense ou la revendication des droits primordiaux. Quelle voix formidable pourrait alors se faire entendre puisque ce serait la voix de tous. Et quels résultats fructueux ne découleraient-ils pas d'une puissance ainsi décuplée?

Et cependant, il existe à l'endroit de la St-Jean-Baptiste, beaucoup trop d'indifférence; beaucoup trop d'apathie à soutenir ses efforts, à seconder ses faits et gestes. Ne croirait-on pas que tout est parfait dans le meilleur des mondes. Que tout est fait, gagné, assuré et qu'il ne nous reste qu'à nous croiser les bras et à nous félici-

ter béatement dans une aveugle somnolence.

Loin de moi de vouloir verser dans le pessimisme et broyer du noir.

Sans doute, nous sommes loin de 1759, de Craig et de l'Acte de l'Union. Sans doute, nous avons déjoué de nombreuses tentatives d'anglicisation et d'anéantissement. Nous avons prodigieusement grandi et survécu et il est maintenant presque deux cents ans trop tard pour nous jeter aux flots du St-Laurent. Nous sommes ici chez nous et nous y sommes pour y rester. Oui, nous avons livré bien des combats, remporté bien des victoires, gagné largement notre autonomie et réussi enfin, après deux cents ans d'éclipse, à refaire flotter officiellement et triomphalement, et au parlement de la race et au vent de la patrie, comme affirmation du fait français sur ce coin nord de l'Amérique Septentrionale qui est nôtre et doit rester nôtre, notre propre et symbolique drapeau au champ d'azur, parsemé de fleurs de lis et croisé à l'emblème du Christ.

Il est, toutefois, une vérité immuable, aussi inéluctable aujourd'hui qu'elle s'imposait hier; c'est que "la vigilance de tous les instants est le prix de la liberté".

A l'intérieur comme à l'extérieur, des problèmes d'importance vitale nous confrontent toujours et sans cesse. Malgré les apparences d'une tranquillité relative, des signes avant-coureurs montent et menacent à l'horizon et font pressentir l'assaut contre certains de nos avant-postes.

Le rapport de la Commission Hope, publié à Toronto, il y a quelques semaines à peine sur la question scolaire ontarienne, a jeté l'émoi et soulevé les protestations indignées de certains de nos chefs, tant spirituels que nationaux. Allons-nous assister, dans un avenir plus ou moins lointain à la réédition de l'odieux Règlement XVII d'il y a quelque quarante ans. Inique tentative alors de déchristianisation et de dénationalisation des enfants par l'école pour mieux atteindre et saper la race dans ses forces vives.

Qui paraît présentement vouloir parler aux dangers de l'immigration qui déverse, depuis des mois et des mois, par milliers, ses flots envahissants? De quel apport nous est-elle, si ce n'est de contrebalancer notre développement, de nullifier notre influence? Notre vigilance passée à son endroit paraît s'être muée et une apathie inexplicable. Et pourtant, c'est là un grave et menaçant danger. Nous vivons nous, minorité, forte et vivante si l'on veut, mais minorité quand même, entourée et au milieu d'une population de plus de cent quarante millions qui ne pense pas comme nous, ne prie pas Dieu de la même façon que nous et qui ne comprend généralement rien à notre mentalité, à nos traditions et à nos aspirations et contre laquelle nous n'avons, pour nous maintenir et survivre, que la seule force de nos berceaux.

Et que d'autres problèmes qui exigent également et constamment la coalition de toutes nos forces, de toutes nos énergies dans nos organisations uniquement catholiques et françaises. Ne serait-il pas temps que cette inconscience qui fait qu'un trop grand nombre des nôtres s'en vont éparpiller leurs forces et leur influence dans des organisations qui ne nous sont d'aucun appoint. Associations auxquelles ils versent aveuglement et hors contrôle leur argent que des chefs ou des organismes étrangers à notre caractère comme à nos aspirations, emploieront bientôt à les étrangler comme race et comme croyants.

\* \* \*

Il est un problème que je désirerais toucher tout particulièrement avec votre permission. Il s'apparente à la guerre qui paraît inévitable. Oh! soyez sans crainte, je ne veux en rien, en ce moment, discuter, ni approuver ou désapprouver, ni justifier ou condamner la contribution ou la participation qui pourrait en découler pour notre Canada. Je veux simplement soumettre à la réflexion générale et à l'attention de notre St-Jean-Baptiste, quelques considérations qui, dans

mon opinion et sans engager celle des autres, s'imposent et seraient, si elles se réalisaient, à l'avantage légitime de nos fils devenus soldats et contribueraient à coordonner leurs efforts, à stimuler leur ardeur et à magnifier leurs exploits. Les menaces de guerre, de guerre sans nom, flottent partout, chez nous comme ailleurs, et ne laissent que d'inquiéter. En dépit des avertissements, des supplications et des appels à la raison, à la justice et à la charité par le Saint-Père, dont la voix de paix véritable est, ici-bas, celle du Christ-Sauveur, les peuples s'acharnent à courir à la tuerie générale sans autre perspective que la destruction universelle.

De cet affolement et aberration vraiment satanique, que va-t-il sortir? Seul le sait, Celui qui, dans sa pensée providentielle, prévoit et dirige tous les mouvements qui secouent l'humanité à la briser ou à la régénérer.

Chose certaine, cependant, si le conflit éclate, qu'on le veule ou non, notre pays, personne n'en doute, en sera, et il en sera absolument. Si 1914-1918 a été pour nous un effort plus que surprenant et 1939-1945, formidable, le prochain effort sera, personne n'en doute, sans restriction, total, inouï. Tout y tendra. Hommes, ressources et production seront englobés dans une même mobilisation générale. Et qu'on ne s'illusionne pas, il ne sera plus question désormais d'enrôlement volontaire. En face des masses ennemies innombrables, s'imposera, que ça plaise ou déplaise, la conscription dès le premier instant du conflit, si elle n'a pas été auparavant déjà décrétée comme prétendue sauvegarde préparatoire. Une agitation est déjà en cours à cette fin dans le pays.

Or, en pareille éventualité, quel sera l'apport des nôtres dans la levée obligatoire? Quelle situation leur réservera-t-on? Quel respect fera-t-on à leur caractère propre, à leur langue et à leur foi?

\* \* \*

Si nous nous basons sur les statistiques fédérales du recensement de

1941, en y ajoutant le pourcentage estimé de l'augmentation à date, nous constatons qu'il y aurait, en Canada 936,189 jeunes gens entre les âges de 18 à 25 ans. De ce nombre 301,084 appartiendraient à notre race, dont 232,686 venant du Québec, et 68,398 répartis dans les autres provinces. Et cela, sans parler des levées subséquentes pour renforts et réserves dans d'autres catégories d'âge.

Il s'en suit que, de par la conscription, l'apport racial le plus nombreux à l'armée canadienne serait l'apport canadien-français. Soit 31 pour cent du total, en regard de 25% pour la race anglaise, 12% pour la race écossaise, 11% pour la race irlandaise et 21% pour toutes les diverses autres races. De quoi former, non seulement des régiments et des brigades, mais même plusieurs divisions entièrement canadiennes-françaises.

En de telles conditions, est-il oiseux, inopportun, téméraire, outreucidant et abusif de poser le problème et se demander si l'armée canadienne devra encore, toujours et quand même demeurer unilingue? N'y aurait-il pas lieu, avant que l'appel aux armes soit sonné, et que l'organisation soit amorcée — après il sera probablement trop tard — d'alerter toutes nos associations, toutes nos forces et influences pour considérer le problème, puis réclamer ensuite, si on en croit, comme moi, la légitimité, que nos forces armées respectent et reflètent le caractère véritablement bilingue du pays et la fierté légitime de la race pionnière, la plus nombreuse, la plus homogène du pays; elle, dont les garanties de stabilité canadienne sont les plus fortes, les plus solides, les meilleures et les plus sûres?

Et surtout pour que, en ce Canada qui est le nôtre, disparaisse l'outrageante façade unilingue qui, en face de l'univers, masque le fait français-canadien, sacrifie et accapare les gestes des nôtres à l'exclusif orgueil anglo-saxon.

A tout considérer, il n'y a pas d'objection autre que l'objection de jac-

tance jingoïste, à ce que notre armée comprenne deux sections distinctes, l'une française et l'autre de langue anglaise, dans lesquelles seraient respectivement versés, encadrés, épaulés, entraînés, dirigés et commandés les conscrits suivant leur caractère ethnique, leur langue et leur foi sous la direction d'un véritable état-major bilingue.

Les deux dernières guerres nous ont formé et laissé des officiers de tout rang, en nombre suffisant pour parer à la besogne initiale, officiers dont la compétence et l'expérience ne le cèdent à nul autre. La création d'une école militaire appropriée, dans le Québec, comblerait ensuite les nécessités ultérieures.

Evidemment, pour en arriver à pareil résultat de justice raciale et de "fair play" légitime, il faudra surmonter bien des obstacles, briser bien des oppositions et même nullifier certain servilisme. Il ne faudra pas se laisser prendre aux arguments désuets, à la prétendue Tour de Babel, qui ne servait qu'à maintenir l'orgueilleuse façade jingoïste. Pensons-y bien: la preuve est faite de la possibilité et de l'efficacité d'une armée bilingue.

La Belgique, pays valeureux et fier, est un pays bilingue, et la Belgique respecte, dans son armée, le caractère et la langue de ses deux catégories de citoyens, les Wallons et les Flamands.

\* \* \*

On se bat, en Corée, sous les ordres de l'Américain MacArthur, et personne ne parle de l'inefficacité de l'armée des Nations-Unies, parce que Américains, Français, Anglais, Belges, Turcs, etc., ainsi que Coréens du Sud n'ont abandonné leurs cadres et leur propre idiome de commandement.

Il ne viendra à la pensée de personne de croire que dans l'armée en préparation du pacte de l'Atlantique, qu'est à former le général Eisenhower, les Américains, les Anglais, les Français, les Belges, les Hollan-

B-791

daïs et autres ainsi que les Espagnols et les Allemands qu'on cherche à faire donner, n'abandonneront aucunement leurs cadres respectifs, en participant au grand tout, et n'iront répudier leur langue respective, ni sacrifier leurs faits et gestes, à l'avantage unique d'une race et d'un idiome étranger.

\* \* \*

Toute porte à croire que très prochainement, on va nous ordonner de faire honneur, par nos efforts et le sang de nos fils, à des obligations ou engagements d'humanité, de civilisation, de démocratie et de religion, que d'autres ont pris ou prendront en notre nom, mais sans notre concours et volonté. Comme à obligations égales et sacrifices égaux, il ne saurait y avoir que droits et privilèges égaux; nous avons le droit, nous, autant que les autres, à la même justice et au même "fair play". Nous sommes les

descendants des découvreurs et des fondateurs de ce pays.

En arrachant cette terre à la barbarie iroquoise pour la donner en apport à la civilisation chrétienne, en la défendant et en la gardant plus tard à la Couronne Britannique contre ses propres sujets en révolte, nos pères nous ont acquis le droit égal, sinon supérieur au droit de ceux qui y ont immigré par la suite, d'exiger et d'obtenir que nos fils soient encadrés dans une armée véritablement nationale. Une armée qui respecte enfin leur caractère ethnique, leur fierté patriotique avec privilège de combattre, de s'illustrer et de mourir à la canadienne-française.

Je reprends mon siège en formulant l'espoir que la campagne de recrutement de la Société St-Jean-Baptiste rencontre un franc succès pour mieux lui permettre de travailler à la sauvegarde de notre âme catholique et française.

BNQ



C 000 310 749